

Dédollarisation de l'économie en République Démocratique du Congo : Possible ou impossible ?

Bertrand VAHAVI MULUME*

Résumé

L'économie congolaise (RDC) est dollarisée depuis 1990. La dollarisation procède d'une double impulsion : de l'instabilité sociopolitique sur la dégradation des structures macroéconomiques, puis de cette dernière sur ce phénomène. La détérioration de la situation économique est la cause apprenante lorsque l'instabilité sociopolitique en est la cause réelle. L'incertitude sur la valeur de la monnaie nationale, sur la détention de celle-ci et sur l'avenir même du pays est la manifestation la plus tangible du fléau partir de ces causes.

Cette étude s'interroge ainsi sur la possibilité, par l'autorité monétaire, de dédollariser. Force est de découvrir que certains préalables conditionnent la réussite cette option : un climat politique stable, un leadership crédible et visionnaire des autorités monétaire et politique, et un contexte de stabilité solide et durable des variables macroéconomiques. Le pays étant loin de ce stade, la dédollarisation n'est pas envisageable dans l'immédiat.

Mots clés : Instabilité sociopolitique, dollarisation, incertitude, dédollarisation

Abstract

The Congolese economy (DRC) has been dollarized since 1990. Dollarization stems from a dual impulse: first, sociopolitical instability leading to the deterioration of macroeconomic structures, and second, this deterioration reinforcing the dollarization phenomenon. While the worsening economic situation appears as the proximate cause, sociopolitical instability constitutes the underlying cause. Uncertainty regarding the value of the national currency, its holding, and even the future of the country itself represents the most tangible manifestation of this scourge arising from these causes.

This study therefore examines whether the monetary authority can pursue dedollarization. It reveals that the success of such an option depends on several prerequisites: a stable political climate, credible and visionary leadership by monetary and political authorities, and a solid and sustainable macroeconomic stability framework. As the country remains far from meeting these conditions, dedollarization is not feasible in the immediate term.

Keywords: Sociopolitical instability; dollarization; uncertainty; dedollarization.

* Professeur en Faculté des Sciences Économiques et de Gestion et Coordonnateur de l'école doctorale à Université Catholique du Graben. E-mail : bvahavi@yahoo.fr

Introduction

Dans la période 1960 à 2020, le PIB réel par habitant, en République Démocratique du Congo, s'est rétréci comme peau de chagrin. Il a baissé de 1257,06 \$US à 505,35 \$US ; une déperdition de plus ou moins 60% (Mpia Izampwe, 2022). Depuis 1990, le pays entre dans les moments ardues de sa chronologie. Economiquement, nous nous rapportons au taux de croissance du PIBC –Produit Intérieur Brut Commercialisé–, aux déficits interne et externe, à la dévalorisation monétaire et à l'inflation. Du côté institutionnel, nous insinuons l'ouverture du pays sur l'extérieur, l'absence de marché financier et le libéralisme monétaire. Du point de vue économique en effet, les caractéristiques du pays sont la longue tradition inflationniste, les déficits quasi incessants des comptes externe et interne, la compression quasi persistante de l'activité économique. Nous plaçant du côté politique, malgré les efforts de prévention des conflits et de stabilisation, des poches d'insécurité persistent dans le pays, singulièrement dans sa partie Est, en 63 ans d'indépendance (Ministère du plan, 2022).

Ceci va sans dire que d'une année à l'autre, le pays beigne dans une détérioration du contexte socio-politico-économique. A partir de 1990, il a sombré dans une dégradation prononcée de tous les fondamentaux macroéconomiques jusqu'à une dégluingue économique totale. Cette dégradation s'est traduite, à son paroxysme, par l'hyperinflation et la dollarisation de l'économie qui s'en est suivie. Cette année correspond aussi au début d'une forte instabilité sociopolitique (Vahavi Mulume, B., 2007).

Des toutes ces conséquences, notre réflexion se focalise sur la dollarisation de l'économie. Certes, beaucoup d'études ont conclu que cette dernière résulte de l'hyperinflation. Néanmoins, notre thèse de doctorat, dont la nostalgie nous ramène à rédiger ces papiers, a démontré en suffisance que le phénomène est causé, pour le cas singulier de la République Démocratique du Congo, par l'instabilité sociopolitique (Vahavi Mulume, B., 2007). Il est donc opportun de nous enquérir, vue la persistance de ce dernier, s'il est possible ou non, pour les pouvoirs publics, de dédollariser l'économie. Et, dans cet état de choses nous n'envisageons pas a priori l'affirmative.

Pour ce faire, la vérification de cette hypothèse interpelle plusieurs angles d'attaque. Après l'observation des faits – instabilité sociopolitique, hyperinflation, dollarisation, incertitude..., l'approche historique sert de

point de départ pour contenir la genèse de la dollarisation au Congo. Couplée à l'approche analytique, les deux permettent de réexaminer les causes du phénomène. Enfin, l'approche causale établit un rapport de cause à effet et réaffirme l'explication de la dollarisation en tant que phénomène principal par la variable qui la détermine ; l'instabilité sociopolitique. Au niveau des techniques, nous nous sommes limités à une étude documentaire portant principalement sur des analyses de certains ouvrages, articles, thèses et mémoires, sites internet, à caractère scientifique.

Cette méthodologie conduit à structurer la recherche. Le premier point élucide les concepts. Le second s'intéresse aux déterminants théoriques de la dollarisation avant de se pencher à ceux empiriques et spécifiques en République Démocratique du Congo. Il s'appesanti surtout sur la possibilité et/ou impossibilité de la dé-dollarisation. Dans ce point, puisque le premier aspect sert de base pour rendre compte des situations réelles dans le pays, les deux se consolident mutuellement.

1. Dollarisation et/ou substitution monétaire et dé-dollarisation

La souveraineté des Etats modernes et dont la remise en cause est douloureuse repose sur des piliers parmi lesquels la monnaie n'est pas le moindre. Des pratiques monétaires, sur un territoire souverain, qui ne portent pas sur la monnaie nationale fragilisent incontestablement la matérialité de la souveraineté monétaire (Blanc, 2001).

1.1. Définitions

Quand les pratiques monétaires ne portent plus sur la monnaie nationale, elles tiennent sur des monnaies étrangères dans le pays. Dans l'exercice de ses fonctions, la monnaie nationale est substituée par des monnaies étrangères. Ce phénomène est aussi connu sous l'appellation de dollarisation. C'est ce qui engendre, en matière monétaire, la confusion à laquelle prêtent ainsi souvent dollarisation et substitution.

La dollarisation est considérée comme un recours quasi généralisé, dans un pays disposant d'une monnaie nationale, à une (des) devise(s) étrangère(s) -sans qu'il s'agisse nécessairement du dollar des Etats-Unis-. Cette (ces) dernière(s) va (vont) exercer alors à la fois les fonctions de réserve de valeur, d'unité de compte et d'intermédiaire aux échanges. Cet exercice dénote essentiellement le fait que les agents économiques se détournent de la monnaie nationale. C'est la fuite devant cette dernière.

Lorsqu'on se réfère à Durand & al. (2002) qui soutiennent que substitution signifie remplacement et que remplacement signifie lui-même l'action de remplacer une chose par une autre, il paraît abusif d'utiliser ce terme lorsqu'on reconnaît qu'il existe, dans des pays, la cohabitation de deux ou de plusieurs monnaies. Il s'agirait du cas où la monnaie étrangère prévaudrait en tant que signe monétaire exclusif. Pour ce faire, Giovannini et Turtelboom (1994) préfèrent utiliser le concept substitutivité monétaire pour désigner la possibilité qu'ont les agents à détenir la monnaie étrangère en plus de celle domestique. Nous entendons par là une complémentarité entre monnaies en ce sens que la devise étrangère assume les fonctions que la devise nationale ne peut plus assumer ou assume mal.

Dans cette étude, le concept de dollarisation est préféré à celui de substitution monétaire. Car, dans la mesure où, ce sont les fonctions de la monnaie étrangère qui supplantent celles de la monnaie domestique, il est critiquable d'admettre que dollarisation vaut substitution des monnaies. Néanmoins, dans la suite, nous ne faisons pas de distinction entre les deux concepts pour deux raisons. D'abord, les auteurs qui ont défini différemment chacun des concepts, ont mené des études qui ont porté sur des économies ayant chacune ses particularités. Ensuite, considérant le contexte des pays en voie de développement -principale caractéristique du pays cible de notre étude-, dollarisation et substitution monétaire expriment le même phénomène. Il s'agit du remplacement progressif de la monnaie domestique par la(les) devise(s) étrangère(s) dans ses trois fonctions classiques. Ce remplacement est dû principalement à une forte inflation qui effrite le pouvoir d'achat des agents économiques et partant accroît le coût de détention de la monnaie locale.

Sous réserve de plusieurs variantes du concept de substitution monétaire et compte tenu des réalités du pays cible de cette réflexion, nous optons pour la définition qui considère la dollarisation comme un processus selon lequel le dollar s'impose de plus en plus comme réserve de valeur, unité de compte et parfois intermédiaire des échanges. Car, En dépit des considérations sur toute monnaie étrangère, il s'agit effectivement du dollar des Etats-Unis qui évince le franc congolais dans ses fonctions. Assimiler la dollarisation à la substitution monétaire, revient pour nous de traiter ici d'une substitution directe et asymétrique -elle est directe car, traduisant le fait que les agents économiques font le choix entre deux ou plusieurs monnaies à l'intérieur d'un pays ; une compétition entre les monnaies dans leurs fonctions. Elle est

asymétrique lorsque les non-résidents ne détiennent pas la monnaie domestique-. Dans ce contexte, la dollarisation d'une économie n'est qu'un cas particulier de substitution de monnaie par le dollar des Etats Unis, lequel se substitue alors à la monnaie locale dans ses fonctions traditionnelles.

Aussi, étant donné que ce terme s'applique également au dollar des Etats-Unis comme à n'importe quelle autre monnaie convertible –un terme générique- et que l'utilisation de la monnaie étrangère comme moyen de paiement se réalise généralement uniquement après son utilisation comme réserve de valeur et unité de compte –la substitution de monnaies pouvant être considérée en ce sens comme l'étape finale de la dollarisation-, les termes dollarisation et substitution monétaire sont-ils utilisés d'une façon interchangeable. Ceci veut dire que nous adoptons le terme « dollarisation » pour exprimer la défiance des agents économiques par rapport à la monnaie nationale dès lors que celle-ci est atteinte dans ces fonctions. Cette situation ne signifiant rien d'autres que les monnaies étrangères se substituent à la monnaie nationale dans l'exercice de ses fonctions, nous utilisons l'un pour l'autre.

Toutefois, la substitution peut être envisagée au sens strict, celui de remplacement. Comme le note Ponsot (2002), c'est le cas où, confrontés à des logiques séparatistes ou à certaines guerres civiles ou encore leurs Etats sont sous protectorat, les agents économiques arrivent à délaisser complètement la monnaie domestique au profit d'une devise étrangère. Cela a été le cas pendant les guerres de l'ex-Yougoslavie ou au Timor oriental. Une pareille dollarisation devient purement et simplement une substitution ou remplacement des monnaies.

Enfin, la lucidité de la notion de « dédollarisation » passe obligatoirement par celle de « dollarisation ». Ordinairement, dès qu'une économie est dollarisée, l'événement advient péniblement réversible, sans quoi aux dépens d'un changement profond de politique. Si on y arrive, cette réversibilité est alors la « dédollarisation ».

Plus explicite, cette dernière est une disposition de l'autorité monétaire désirant réhabiliter une monnaie nationale dans ses trois fonctions traditionnelles jadis exercées par une monnaie étrangère : réserve de valeur, unité de compte et moyen d'échanges et de paiement.

1.2. Régimes de dollarisation

A la lumière des précédentes considérations, la dollarisation est une réalité multiforme. Partant du degré de pénétration de toute monnaie étrangère dans les pratiques monétaires du pays dollarisé, nous distinguons entre dollarisation partielle et dollarisation intégrale ou totale. Et, tenir compte du degré d'officialisation de son usage par les autorités, nous conduit à différencier la dollarisation de fait -non officielle ou officieuse, informelle, de facto- de la dollarisation officielle -ou de jure- (Ponsot, 2002).

La première est celle des pays dont les résidents détiennent une partie importante de leur richesse en monnaie étrangère alors même que celle-ci n'a pas les privilèges légaux de la monnaie nationale. La seconde, quant à elle, prend deux formes. D'une part, la dollarisation officielle unilatérale est un remplacement pur et simple d'une monnaie nationale par une monnaie étrangère en donnant unilatéralement à celle-ci un pouvoir libérateur illimité sur tout le territoire du pays considéré. La monnaie domestique disparaît ou est réduite à un rôle tout à fait subsidiaire. Elle implique, par conséquent, l'usage de la monnaie étrangère pour les opérations privées de règlement et que le gouvernement accepte cette même devise en paiement des impôts -et taxes- et qu'il l'utilise pour ses propres règlements -traitements, subventions, transferts sociaux etc.-. D'autre part, la dollarisation officielle bilatérale est celle qui repose sur une négociation avec le pays dont la monnaie sera utilisée-.

La dollarisation intégrale concerne l'adoption de la monnaie d'un autre pays pour la totalité des transactions financières, avec l'exception possible des pièces de monnaie. Si la monnaie étrangère intervient concomitamment avec la monnaie domestique dans les transactions, la dollarisation reste partielle.

La dollarisation officielle n'est pas la seule à être totale tout comme celle non officielle n'est pas la seule à être partielle, comme d'aucuns le penseraient. En effet, la cohabitation de deux monnaies, lorsque toutes ont reçu cours légal, implique une dollarisation officielle et partielle. De même, une fuite totale des agents économiques devant la monnaie domestique, alors que la monnaie étrangère utilisée n'a pas reçu cours légal – cas des logiques séparatistes ou des certaines guerres civiles-, est une dollarisation officieuse et totale.

Enfin, le tableau qui suit synthétise ce qui précède.

Tableau 1 : Principaux régimes de dollarisation selon les critères de différenciation

Degré de pénétration de la monnaie étrangère Degré d'officialisation de la monnaie étrangère	Dollarisation partielle	Dollarisation intégrale
Dollarisation de fait	Pluralité monétaire avec absence de cours légal. Choix des agents privés	Monnaie étrangère en tant que signe monétaire exclusif dans des circonstances particulières – logiques séparatistes, guerres...-
Dollarisation officielle	Pluralité monétaire avec déclaration des cours légaux des monnaies étrangères. Maintien de l'unité de compte nationale. Choix public –cas du currency board-	Monnaie étrangère en tant que signe monétaire exclusif avec déclaration de son cours légal. Choix public.

Source : Tableau de base ; PONSOT, J.- F. (2002)

2. Les déterminants de la dollarisation

2.1. *Fondements théoriques de la demande de monnaie étrangère : Modèles explicatifs*

Des économistes ont étudié mathématiquement les causes de la dollarisation. Ils en ont construit des modèles économétriques théoriques. Nous ne reprenons ici, de manière synthétique, que les résultats. Nous référerons nos lecteurs à notre thèse de doctorat pour plus de détail.

Sans prétention d'une présentation exhaustive, quatre catégories des modèles ont été retenues :

- Les modèles de portefeuille ;
- Les modèles de demande de monnaie dans la fonction de production des services monétaires et dans la fonction d'utilité des agents ;
- Les modèles de demande de monnaie pour sa qualité ;
- Les modèles de cash-in-advance.

2.1.1 *Contenu*

1°. La première catégorie de modèles analyse la monnaie comme une réserve de valeur pour des motifs de précaution, surtout celui de spéculation.

Ils sont basés sur la substitutivité-rendement. La dépréciation monétaire (Cuddigton, 1983) et le différentiel de rendement (Girton et Roper, ...) sont les facteurs explicatifs de la dollarisation ou/et substitution monétaire. Aussi, bien que Girton et Roper évoquent l'excès de l'inflation, leur modèle explique-t-il mieux la détermination du taux de change en présence de substitution des monnaies.

2°. La deuxième voit dans la monnaie un instrument à faciliter les transactions et dont l'usage procure une certaine utilité. La monnaie est un intermédiaire aux échanges pour un motif de transaction. Reposant sur les coûts d'opportunité associés à la détention des encaisses liquides, cette seconde catégorie privilégie la substitutivité-coût. Ces mêmes coûts d'opportunité – mesurés par le différentiel d'intérêt ou d'inflation– sont considérés, par les auteurs comme Miles (1978) et Bordo et Choudri (1982), comme explicatifs de la dollarisation ou/et substitution des monnaies.

3°. Dans la troisième, Melvin (1985-1988) étudie la monnaie en tant qu'unité de compte dotée d'un certain pouvoir d'achat et tient ainsi compte du pouvoir d'achat des encaisses libellées en cette unité. Sachant que l'unité de compte stable facilite les transactions, la précaution et la spéculation, la monnaie est vue à la fois comme un intermédiaire aux échanges, une réserve de valeur et une unité de compte. C'est pour cette stabilité ; qualité de la monnaie, qu'on évoque la substitutivité-qualité. L'instabilité de la valeur de la monnaie –appréhendée par la variation du taux de change ou du taux d'inflation– est considérée dans ces travaux comme le facteur décisif de sa substitution –et donc de la dollarisation-. Dans le même ordre d'idées, Hayek (1976) met l'accent sur le pouvoir d'achat des encaisses. Pour lui, la stabilité de la valeur d'une monnaie apparaît comme l'attribut décisif pour sa détention.

4°. Pour la dernière, à l'instar de la deuxième, la monnaie est un intermédiaire aux échanges qui permet la conclusion des transactions. Elle doit d'avance être disponible pour effectuer les transactions : « cash-in-advance ». Dans les différentes contributions, le coût relatif d'opportunité lié à la détention des monnaies et le taux attendu de dépréciation de la monnaie domestique sur le marché de change parallèle (Agénor et Khan, 1996), la substitutivité des biens par l'intégration des marchés (Giovannini et Turtelboom, 1994) sont les facteurs explicatifs de la dollarisation ou/et substitution monétaire. Le modèle de Guidotti et Rodriguez (1992), quant à

lui, démontre beaucoup plus la dynamique de la dollarisation que ses causes elles-mêmes. Il permettrait de mieux comprendre l'irréversibilité du phénomène à laquelle nous reviendrons pour la vérification de notre hypothèse. Dans ce modèle, le coût relatif d'opportunité est la principale cause de l'accélération de la dollarisation. En effet, si l'inflation domestique augmente plus vite, les agents utilisent plus la monnaie étrangère que la monnaie domestique. Et, dès que l'inflation tombe à un niveau bas et stable, on s'attend à ce que ceux-ci reviennent à utiliser plus cette dernière. Dans la réalité cependant, même après la maîtrise de l'inflation, la dollarisation tend à persister. C'est l'effet d'hystérésis.

2.1.2. Jugement

À l'exception du modèle de Melvin, aucun autre ne tient compte, à la fois, de toutes les fonctions traditionnelles de la monnaie. Or, en point 1, nous avons opté pour la définition qui intègre ces dernières. Ceci justifie que tous ces modèles, pris isolément, sont insuffisants pour expliquer la dollarisation, surtout dans les pays en développement et en particulier en République Démocratique.

En rapport avec cette insuffisance, Karaki (1998) note qu'ils ont été élaborés dans un cadre particulier. Il s'agissait de comprendre, dans le cadre du système de taux de change flottant, l'impact des variations des taux de change et de substitution des monnaies qui en découle sur les politiques d'offre et de demande de monnaie. Il renseigne que ce type d'analyse était destiné à comprendre, dans le cadre du flottement des taux de change, l'interdépendance des politiques monétaires des pays occidentaux. Ils sont donc pertinents pour expliquer les comportements des investisseurs à l'échelle mondiale et les interdépendances monétaires et financières entre les grands pays industriels.

2.2. Autres facteurs explicatifs

Des facteurs -plutôt macroéconomiques, politiques, institutionnels...- expliquent aussi, la demande, puis la détention de la monnaie étrangère par les résidents.

2.2.1. La mauvaise gestion macroéconomique

D'une manière générale, des déficits budgétaires élevés sont financés, dans les pays en développement, par une création monétaire excessive qui conduit très souvent à l'hyperinflation. Ce recours au financement monétaire

-politique expansionniste- alimente les attentes de dépréciation de la monnaie domestique, puis la préférence à la monnaie étrangère, enfin la détention de cette dernière.

2.2.2. *Les facteurs institutionnels*

Le contexte institutionnel constitue, dans les pays en développement, l'une des causes fondamentales de la dollarisation. Relevons en deux principaux facteurs :

- Les mesures de libéralisation financière ;
- Le sous-développement des marchés financiers.

La suppression des restrictions sur la détention des devises est l'un des déterminants de la dollarisation dans certains pays. La libéralisation du régime de change –système flexible-, lorsqu'elle s'accompagne d'une suppression des contrôles en matière de devises, nourrit la détention accrue des monnaies étrangères.

La conséquence d'un faible développement des marchés financiers, dans ces pays, est la limite dans la diversification de portefeuille. C'est ce qui réduit les alternatives des agents à la détention de la monnaie domestique. Il ne leur reste autre choix que de se réfugier dans la monnaie étrangère et l'épargne physique -valeurs refuges-. Et, lorsque la monnaie étrangère est une liquidité parfaite dans les transactions, elle dominera sûrement les biens.

2.2.3. *L'importance des échanges commerciaux*

Le modèle de Giovannini et Turtelboom (1994) renseigne que l'intégration croissante des marchés rend accessibles –substituables– les biens et services produits dans différents pays. C'est ce qui nécessite une utilisation des devises –motif de transaction-. Dès lors, la demande de monnaies étrangères ne peut que s'accroître au niveau mondial. Pour ce faire, un volume élevé et croissant des importations peut être déterminant dans l'explication de la dollarisation. De même, dans les pays en développement où, en général, la monnaie locale n'est pas stable, les exportations sont payées en monnaies étrangères. Ceci constitue aussi une source de dollarisation lorsque le paiement est manuel.

2.3. Les déterminants empiriques de la dollarisation en RDC : possible dé-dollarisation ?

Les déterminants de la dollarisation en RDC ont agi dans un contexte qui leur a facilité le déclenchement de cette manifestation. Il convient d'éclairer d'abord ce terreau favorable : la dégradation notoire de l'économie.

2.3.1. Le contexte

L'environnement favorable à l'abandon de la monnaie nationale est dominé par plusieurs déboires. La dégradation des structures macroéconomiques est imputable à l'instabilité sociopolitique.

Le Congo a connu une instabilité sociopolitique au lendemain de son indépendance. –le 30 juin 1960-. Il s'est enlisé, dès 1990, dans une forte instabilité : pillages, sacs, grèves, destructions systématiques de l'outil de production, manifestations populaires violemment réprimées, changements fréquents de gouvernements puis de régimes...

Curieusement, cette dernière s'est couplée à la dilapidation des deniers publics et à la corruption, symbolisant une répartition inéquitable du revenu national. La mauvaise répartition a attisé la haine et est considérée comme la principale source des désordres sociaux et politiques. Ceux-ci se traduiront plus tard et jusqu'aujourd'hui par des guerres civiles.

En particulier, l'année 1990, début de l'aggravation de la crise économique traduite par la détérioration prononcée de tous les indicateurs macroéconomiques, inaugure drôlement la forte instabilité sociopolitique et l'usage généralisé des monnaies étrangères. A son tour, la détérioration s'est traduite par des fortes fluctuations des taux d'inflation ou/et de change.

Les troubles sociopolitiques ont eu des répercussions importantes sur l'activité économique. En outre, ils ont amplifié la gestion malsaine du pays qui s'est traduite par l'élargissement des déficits budgétaires. Ceux-ci ont été essentiellement financés par la création monétaire qui, face à la contraction de l'activité économique et donc de l'offre des biens et services, a induit l'hyperinflation. C'est dans ce contexte que l'Etat endosse sa part de responsabilité.

Portée à un niveau très élevé, ce fléau a amoindri la quantité de la monnaie en rapport avec les transactions. Pour restaurer l'équilibre, les autorités ont choisi l'option d'une politique expansionniste. Au moment où l'activité économique continuait à se contracter, la dépendance aux

importations s'amplifiait de plus en plus. Il en a résulté la dépréciation de la monnaie nationale et l'exacerbation des pressions inflationnistes.

Au total, le contexte sociopolitique congolais est à la base de la contraction de l'activité économique, d'une amplification de la gestion malsaine des finances publiques, du déficit des comptes extérieurs de l'Etat, de la désorganisation des circuits financiers et partant de l'hyperinflation que d'aucuns considèrent comme la cause de la dollarisation de l'économie. Une telle dégradation est à l'image de la grave crise de légitimité politique et de souveraineté monétaire, ainsi que de la démission de l'Etat de ses responsabilités et qui ont émaillé les guerres civiles (Vahavi Mulume, 2007). Elle consacre la dollarisation de l'économie.

2.3.2. La dollarisation de l'économie

Le précédent paragraphe annonce que la dollarisation de l'économie congolaise procède d'une double impulsion : celle de l'instabilité sociopolitique sur la dégradation des structures macroéconomiques, puis celle de cette dernière sur la dollarisation. Ci-haut, a été démontrée la première. Il est temps d'éclairer la seconde. Soulignons, avant cela, que c'est pour cette raison que notre thèse considère l'instabilité socioéconomique comme cause profonde ou réelle et l'hyperinflation -stade ultime de la dégradation des structures macroéconomiques- comme cause apparente ou simplement, un détonateur. Ceci paraît plus vrai que, l'année 1990 consacre à la fois le début de l'instabilité socio-politico-économique, de l'hyperinflation-alors que le pays est d'une longue tradition inflationniste- et de la dollarisation. Le début de cette dernière, cette année, est justifié par son ampleur. Restée marginale de 1963 jusqu'à 1989 avec un taux de l'ordre de 1,3 à 8,5%, à 11,9% exceptionnellement cette dernière année, la dollarisation est devenue ouverte à partir de 1990 avec un taux de 25,9%-plus que le double de celui de l'année précédente- Elle s'est hissée au-delà de l'intervalle barométrique de 15 à 25% en pays industrialisé considéré pour qualifier une économie de dollarisée ou non (Vahavi Mulume, Mai 2007). Quoiqu'avec des oscillations, ce taux a connu dans la suite une tendance généralement croissante. Le taux annuel moyen, calculé par les dépôts en devises rapportés aux dépôts totaux s'établit respectivement à 45,07% ; 76,96%, 86,6% pour les décennies 1990 ; 2000 et la moitié de la décennie 2010 (Vahavi Mulume -op.cit. - pour le premier taux et World Bank pour les deux derniers).

L'apparition, la persistance et l'accentuation de la dollarisation de l'économie est, en effet, tributaire des effets conjugués d'une triple incertitude. Cette dernière est l'émanation de l'instabilité sociopolitique à travers surtout de la détérioration de la situation économique qu'elle a elle-même induit. Il s'agit de l'incertitude sur la valeur de la monnaie nationale, sa détention et sur l'avenir même du pays. Ce résultat est le fruit de l'analyse conjointe des effets des facteurs économiques, comportementaux, voire institutionnels.

Dans cette détérioration, retenons les facteurs suivants : les déséquilibres observés sur le marché des biens et services, les finances publiques, les comptes extérieurs de l'Etat et la valeur interne et externe de la monnaie nationale et surtout l'incertitude sur l'avenir même du pays.

L'étude du processus démontre que la dollarisation de l'économie congolaise a, elle aussi, emprunté la voie classique telle qu'annoncée plus haut : la substitution de la fonction de réserve de valeur d'abord, ensuite celle d'unité de compte et enfin celle d'intermédiaire aux échanges.

La pénurie des moyens de paiement, la pénurie des biens, l'hyperinflation et la pluralité monétaire légale ont contribué à la nécessité des monnaies étrangères dans l'économie. C'est en effet à travers l'hyperinflation, qui en est la conséquence, que les pénuries des biens et des moyens de paiement ont apporté leur contribution. L'hyperinflation s'est traduite par l'instabilité de la valeur de la monnaie nationale et partant par l'incertitude sur celle-ci. Elle s'est également traduite par l'incertitude sur la détention de cette monnaie. Cette dernière a été renforcée par les éléments à la base des arbitrages¹. Aussi, l'instabilité sociopolitique qui serait à la base de l'hyperinflation et partant de cette double incertitude, ne se traduisait-elle pas parallèlement par l'incertitude sur l'avenir même du pays. Les effets conjugués de cette triple incertitude ont été à la base de l'apparition, de la persistance, voire de l'accentuation de la dollarisation de l'économie.

Pour ce faire, nous concluons que l'hyperinflation est la cause apparente ou mieux la cause du déclenchement du phénomène. C'est plutôt l'instabilité sociopolitique qui en est la cause réelle. Cette résolution est, par ailleurs,

¹. Les arbitrages se justifient, outre les disparités du taux de change et des prix d'une région à une autre, entre monnaie scripturale et monnaie fiduciaire et dans la valeur des coupures des billets de banque, par la non-acceptabilité de la monnaie nationale sur toute l'étendue du territoire national et par l'inconvertibilité et au pair de la monnaie scripturale en monnaie fiduciaire...

réconfortée par le fait que l'instabilité sociopolitique a fait perdre de tout contrôle tant sur les événements sociopolitiques qu'économiques aux autorités gouvernementales. Dans ce contexte, ces dernières ont été amenées à libéraliser la détention des monnaies étrangères. Cette libéralisation, quoique de courte durée, a consisté en quelle sorte, en une dollarisation officielle de l'économie.

C'est en ce qui précède que notre explication de la substitution des monnaies au Congo est ainsi différente de celles fournies par les modèles théoriques. Ceux-ci se sont contentés puis arrêtés, aux facteurs économiques, principalement à l'hyperinflation pour la plupart. Ceci est dû, comme souligné plus haut, aux caractéristiques propres aux économies sur lesquelles ces modèles ont été testés. Pour notre part, il s'agit bien d'un facteur extra-économique. Nous aurions pu tout aussi tenir compte de l'exacerbation de la mauvaise gestion macroéconomique. Mais, celle-ci peut aussi être expliquée par l'affaiblissement des régimes par la même instabilité sociopolitique.

Cependant, l'instabilité sociopolitique, facteur prépondérant, ne serait pas le seul à inculper. Il y a aussi, à ses côtés et à ceux des facteurs économiques déjà invoqués, des facteurs institutionnels et comportementaux des agents économiques.

Du point de vue institutionnel, rappelons d'abord le degré d'ouverture de l'économie lié à sa forte extraversion ensuite, l'absence d'un marché financier qui limite la diversification des portefeuilles des agents économiques et enfin, la crise du système monétaire et bancaire. Pour cette crise, il y a lieu d'évoquer, quoiqu'elles n'aient pas précédé la dollarisation, les mesures de libéralisation des changes, de la détention de devises et des exportations ou importations, des opérations courantes et des transferts en capital destinés aux investissements directs de portefeuille à l'étranger, l'exécution des paiements selon les conditions convenues entre parties, voire des paiements à l'Etat et l'accélération des émissions monétaires par la Banque Centrale qui croyait adapter constamment la monnaie aux besoins de l'économie.

Du point de vue des comportements des agents économiques, nous pouvons retenir les faits ci-après :

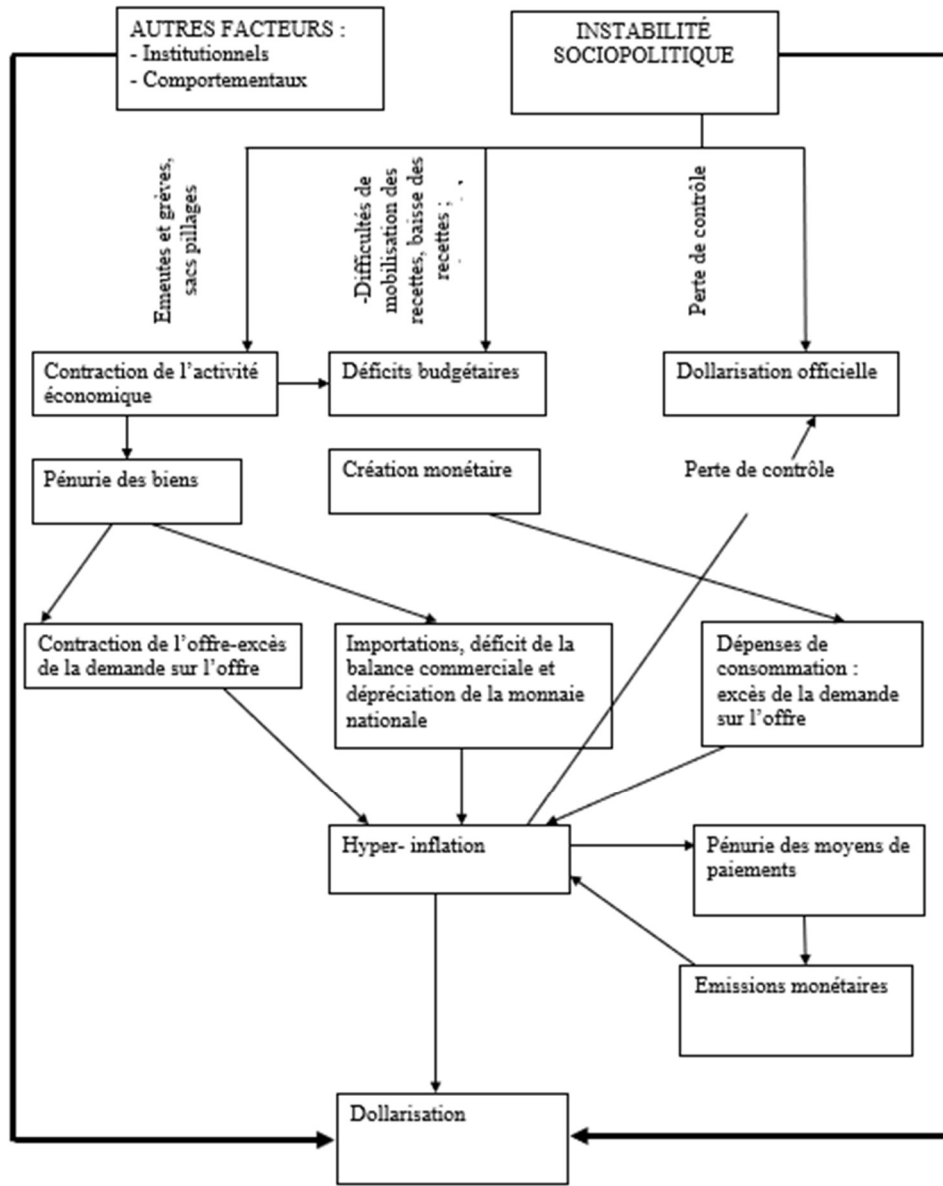
- En cherchant à adapter leur revenu à la situation du moment, le public – vendeurs- a contribué à la hausse des prix, accélérant ainsi la déchéance de la monnaie nationale ;

- Pour des raisons de prestige, certains agents économiques ont cherché, à tout prix, à détenir et utiliser les monnaies étrangères, les ‘dollarbivores’ ;
- Avec l’hyperinflation, le public a estimé encombrantes les encaisses en monnaie nationale dont il fallait aussi tôt se libérer ;
- Avec les coûts liés à la détention de la monnaie nationale, le public a cherché à gérer l’incertitude liée à la variation du taux de change, rationaliser les coûts de transactions, se prémunir contre la décote de la monnaie scripturale et échapper à la non-acceptabilité de la monnaie nationale sur tout le territoire national et a, par ces faits, accru la demande de la monnaie étrangère.

Enfin, la dollarisation de l’économie ne procédant pas d’une décision de l’autorité étatique, le pays ne partageant aucune frontière commune avec les Etats-Unis dont la monnaie est utilisée, il est commode d’interroger les sources d’alimentation du tissu économique en dollars. L’offre globale des ressources en devises étrangères, singulièrement le dollar des Etats-Unis, émane, entre autres de (Vahavi Mulume, Op. Cit.) : L’essor des échanges commerciaux et transfrontaliers développés dans la transition chaotique amorcée en avril 1990 et en période de guerres de 1996 et 1998 -principale source d’alimentation- les filières de faux monnayage spécialisées notamment dans la fabrication des devises, les transferts interfamiliaux des fonds effectués par des travailleurs congolais expatriés dans le monde, le dollar humanitaire par le biais des ONG...

Terminons cette réflexion en résumant, à l’image du schéma ci-après, le processus de la dollarisation de l’économie congolaise tel que décrypté dans les précédentes lignes.

Schéma 1 : Processus de la dollarisation de l'économie congolaise



Source : L'auteur

2.3.3. *La dédollarisation de l'économie*

A). Pistes

Pour comprendre davantage la prépondérance de l'instabilité sociopolitique dans l'explication de la dollarisation de l'économie ou simplement son rôle de facteur causal, il convient de chercher une réponse à la question de savoir en quelles conditions on peut arriver à dédollariser cette économie ; c'est-à-dire, réhabiliter pleinement la monnaie congolaise dans ses fonctions monétaires traditionnelles. La cause et le processus du phénomène au Congo étant désormais connus, nous pouvons avancer des hypothèses pouvant conduire à détrôner le dollar pour couronner le franc congolais ; dit autrement, une action de dédollarisation dans le cas spécifique du Congo.

Cependant, il nous semble que la dédollarisation immédiate et complète est une hypothèse valable dans sa forme mais invraisemblable. L'improbabilité de cette hypothèse est liée, d'une part au degré d'extraversion et d'intégration de l'économie congolaise dans l'économie mondiale et à l'absence d'un marché financier national. D'autre part, l'intériorisation des faits et événements passés se traduit par des comportements qui témoignent suffisamment du caractère irréversible qu'a acquis la dollarisation au Congo. On peut néanmoins chercher à ramener progressivement l'utilisation des monnaies étrangères –en particulier du dollar américain- dans des proportions qui ne pervertissent pas les activités économiques domestiques.

La démarche partirait du principe selon lequel la résolution d'un problème est efficace lorsque l'on s'attaque à ses causes et non à ses effets ou à ses conséquences. L'incertitude que crée la situation sociopolitique sur la valeur et la détention de la monnaie nationale et surtout, sur l'avenir même du pays, est à la base de l'éclosion, de la persistance, voire de l'accentuation du phénomène de dollarisation de l'économie congolaise. Cette situation, sous ses diverses formes, rend par ailleurs aléatoire toute entreprise de reconstruction nationale.

Combattre la dollarisation reviendrait à un effort de restauration de la certitude sur l'avenir du pays d'abord, ensuite sur la valeur et la détention de la monnaie nationale. Il faut, à cette fin, réussir à restaurer la stabilité sociopolitique qui puisse réhabiliter cette triple certitude.

Cette condition nécessaire n'étant pas néanmoins suffisante, aussi tôt réunie, il faudra mettre en œuvre des mesures de politique économique. Du point de vue de la politique économique, la dollarisation ayant été déclenchée par les déséquilibres économiques à leur stade ultime, la réhabilitation de la monnaie nationale dans ses fonctions traditionnelles devra être recherchée dans le cadre d'un redressement global de l'économie faisant appel à la fois à l'impératif de la stabilisation économique et aux nécessités de la relance et de la rigueur. Atteindre les objectifs de redressement de l'ensemble de l'économie suppose la mise en œuvre des politiques conjoncturelles et structurelles cohérentes. Car, une stabilisation durable de l'économie ne sera réalisable que si, à côté des corrections conjoncturelles conséquentes, soient exécutées des réformes structurelles visant l'augmentation et l'amélioration de l'offre intérieure. C'est ce qui se traduirait par des conditions de compétitivité en rapport avec les biens importés.

À court terme, ces réformes auront pour objectifs d'améliorer les allocations budgétaires ou la qualité des dépenses publiques. D'un côté, il faudra promouvoir les investissements, réhabiliter les infrastructures et les équipements techniques et ceux pour l'éducation, la santé et la recherche scientifique. De l'autre, il faudra augmenter les ressources des agents économiques qui vont accroître leurs dépenses et par conséquent stimuler la production et l'emploi et contribuer à résorber le chômage. Ces politiques de déficit budgétaire peuvent être considérées comme celles dont les premières permettront l'efficacité.

À moyen et long terme, les réformes s'appliqueront à élargir la base imposable à travers des réformes fiscales –suppressions des exonérations, redéfinition du code des investissements, instauration d'un tarif douanier réaliste...-. Il en résulterait une réduction, voire la suppression du déficit précédemment créé. Sinon, avec la reprise des relations avec les institutions financières internationales, le pays pourra espérer à un quelconque financement extérieur. Sur le plan interne cependant, le pays aura du mal à recourir à l'emprunt intérieur non monétaire. En effet, du fait de la dégradation de la situation économique permanente, la confiance des agents économiques envers les pouvoirs publics est ébranlée.

Ceci est fort éloquent pour montrer que, dans la mesure où l'Etat ne bénéficiait pas de l'emprunt extérieur au moment opportun, la possibilité de recourir au financement monétaire intérieur lui restera la seule issue. Cette

monétisation des déficits budgétaires risquera de raviver la croissance de la masse monétaire en monnaie nationale et partant l'hyperinflation avec un risque de délaissement de la monnaie nationale et donc raviver également la dollarisation ; d'où le rôle aussi important que devra jouer la politique monétaire pour une coordination avec la politique budgétaire.

La politique monétaire devra, à court terme, être basée sur une norme stricte de croissance de la masse monétaire impulsée par le crédit à l'Etat et à l'économie et les besoins de reconstitution progressive des réserves de change. Cette rigueur permettrait de contenir l'hyperinflation et par conséquent affermir la valeur interne de la monnaie nationale et stimuler sa demande. La valeur externe de la monnaie nationale pourra être affermie par la compétitivité -prix-hors prix- des produits nationaux et donc la relance des exportations mais, avec quel appareil productif dans le pays.

Tout ceci réduirait la demande des devises étrangères, renverserait leurs taux d'utilisation jusqu'à les ramener aux niveaux raisonnables. Aussi, l'option d'une norme stricte de croissance de la masse monétaire ne nécessite-t-elle pas l'affirmation permanente de l'autonomie de la Banque Centrale. Cette dernière maintiendrait le principe de positivité des taux d'intérêts réels, instaurerait des règles de contrôle prudentiel appropriées du système bancaire ainsi que des coefficients de réserves obligatoires adaptés sur les dépôts en monnaie nationale pour limiter l'octroi excessif du crédit à l'économie. En ce qui concerne la reconstitution des réserves de change, l'institut d'émission devrait s'imposer une politique prudente dans l'acquisition des devises sur le marché des changes. Il ne pourrait obtenir les devises que si elles lui sont présentées par l'économie qui, de ce fait, accroîtrait la demande de la monnaie nationale.

À terme, en vue d'accroître ou de diminuer la liquidité de l'économie, selon les besoins, des efforts devront être entrepris dans l'organisation d'un véritable marché monétaire intérieur notamment par le lancement du mécanisme d'open-market. Ce qui suppose la restauration préalable d'un système financier et bancaire sans lequel les efforts de stabilisation et de croissance durable pourront être compromis. En d'autres termes, l'édifice patiemment bâti risquerait de s'effondrer.

Aussi, l'option libérale actuelle en matière de réglementation de change pourra-t-elle être maintenue. Il appartiendra aux opérateurs économiques d'apprécier dans quelle mesure, au regard des signaux du marché et de

l'évolution des paramètres macroéconomiques et politiques du pays, ils pourront se dessaisir de leurs devises au profit de la monnaie nationale. Néanmoins, l'Etat devra totalement renoncer à autoriser dans ses propres paiements le règlement en monnaies étrangères des transactions à l'intérieur du pays.

Ce qui précède montre que l'efficacité à attendre des politiques conjoncturelles et structurelles est fortement tributaire du rôle crucial des politiques budgétaire et monétaire de l'Etat.

B). Concrètement

L'expansion de la dollarisation de l'économie congolaise étant plus la sanction par le public d'une gestion peu orthodoxe, sa marginalisation sera la récompense de la restauration d'une longue tradition de stabilisation économique et de croissance durable résultant de la mise en œuvre des politiques conjoncturelles et structurelles saines. Or, tout programme gouvernemental ne peut être réaliste -du moins lorsqu'il est couplé à la prise de conscience et à la volonté elles-mêmes-, que dans un environnement sociopolitique qui garantisse son exécution. Et, une telle perspective ne peut que s'intégrer dans une orientation à terme. Car, ces politiques, pour qu'elles soient efficaces, doivent s'inscrire dans la durée.

Le Congo a en effet besoin d'investissements à long terme sachant également qu'on n'investit pas aujourd'hui pour produire également aujourd'hui. Tout ceci ne pourra être possible que si les risques liés à l'incertitude sont minimisés. Car, qui dit long terme dit besoin de stabilité. La stabilité sociopolitique est la clé de la dédollarisation de l'économie congolaise. Il est donc opportun que les responsables du pays puissent revoir leur politique de redistribution du revenu national. Car, c'est la répartition inéquitable de ce gâteau national qui est le principal facteur explicatif de l'instabilité sociopolitique au Congo.

Même si certains pays voisins sont également pointés du doigt pour avoir contribué à cette instabilité, ceux-ci, quoiqu'on ne le dise pas explicitement, ne profitent que d'une situation de fragilité du tissu politique interne ou mieux de crise de légitimité du pouvoir dont la cause n'est autre que l'instabilité sociopolitique. Ainsi, dans cette instabilité, certaines milices congolaises, outre leur propre rôle de déstabilisation et leurs actes de violence, servent par leur présence, de caution officielle à l'intervention des forces militaires des pays voisins ; la convoitise des richesses du pays est

considérée comme la principale motivation à la présence de ces derniers sur le territoire congolais.

En définitive, sans la stabilisation de la situation sociopolitique au Congo, les conditions préalables à un effort des pouvoirs publics pour le redémarrage de l'économie et partant la dédollarisation ne seront pas réunies. Or :

- Du point de vue interne, tant que les bénéfices des immenses ressources du pays ne seront ni distribués en vue de raviver l'unification politique ni investis en vue de promouvoir le développement et de réduire la pauvreté ;
- Du point de vue externe, tant que les pays de la région n'auront pas rompu avec l'approche strictement nationale des stratégies qu'ils mettent en œuvre dans la poursuite des intérêts ; la stabilisation et la dédollarisation qui s'en suivrait seront difficiles, mieux hypothétiques.

En somme, le recouvrement par la monnaie congolaise de ses fonctions traditionnelles n'est ni chose immédiate ni systématique. La monnaie est intimement liée à la confiance. La dédollarisation de l'économie congolaise n'est pas une affaire du proche lendemain. Des zones d'ombres persistent dans le retour à la paix. Aussi, faut-il du temps pour que les faits et événements passés suffisamment ancrés disparaissent de la mémoire des agents économiques et pour que la politique économique atteigne ses objectifs. Et, dans la mesure où, au moins 20 milliards dollars américains circulent dans l'informel que l'autorité monétaire ne maîtrise, il devient utopique pour le gouvernement de présager le succès d'une politique de dédollarisation. Or, ça ne serait ni par ordonnance, ni par arrêté, ni par décret qu'il prétendrait dédollariser. Car, ne sachant pourquoi le dollar, d'où il vient, sa quantité sur le territoire national, il lui demeurera difficile de casser le mimétisme des agents économiques. Si telle est la solution, il pourra conduire à une dollarisation totale ou complète de l'économie par vengeance des mécanismes économiques. Il est donc interpellé à la prudence.

Conclusion

La dollarisation de l'économie a été une réponse rationnelle et délibérée des agents économiques à une triple incertitude. Un programme de dédollarisation réussi est celui qui restaurera la certitude. Il encouragera, par ce fait, la population à abandonner volontairement l'usage du dollar américain. Ceci veut sans nul doute dire que la dédollarisation durable de l'économie est conditionnée par certains préalables : un climat politique

stable, un leadership crédible et visionnaire des autorités monétaire et politique, et un contexte de stabilité solide et durables des variables macroéconomiques. Or, à la lumière de ce qui précède, le pays est loin de là.

Bibliographie

- AGÉNOR, P.-R. et KHAN, M.-S.(1996), Foreign currency deposits and the demand for money in developing countries, *Journal of Development Economics*, vol. 50, p. 101-118 ou, *IMF, Working Paper*, WP/92/1, Washington DC., Cités par KARAKI Mohamed [1998].
- BLANC, J. (2001, Janvier), Les monnaies parallèles : unité et diversité du fait monétaire. <https://www.amazon.com>.
- BORDO, M.-D. et CHOUDRI, E.-U.(1982), Currency substitution and the demand of money, *Journal of Money, Credit and Banking*, vol. 14, p. 4857.
- CUDDINGTON, J.-T. (1983), Currency substitution, Capital Mobility and Money Demand, *Journal of International Money and Finance*, Vol. 2, pp. 111-133
- DURAND, B. –sous la direction- et al. (2002), *Le petit Larousse illustré*, Paris : Larousse/VEF2001, 1787p.
- DORNBUSCH, R. et REYNOSO, A. (1989), Financial Factors in Economic Development, *NBR Working Paper*, n°. 2889.
- EL-ERIAN, M. (1988), Currency substitution in Egypt and the Yemen Arab Republic: A comparative quantitative analysis. <https://www.ideas.repec.org>;
- GIOVANNINI, A. et TURTELBOOM, B. (1994), Currency Substitution, *Sribbr. Consulté le 15 septembre2022 sur* <https://www.ideas.repec.org>.
- GIRTON, L. et ROPER, D.(1981), Theory and implication of currency substitution, *Journal of Money, Credit and Banking*, Vol.13, n° 1, p. 12-30.
- HAHEK, F.-A. (1976), Denationalization of money. <https://www.amazon.com>.
- KARAKI Mohamed (1998), Instabilité monétaire et substitution des monnaies. Essai sur la dollarisation au Liban. <https://www.theses.fr>.

- MELVIN, M. et FENSKE, K.(1992), Dollarization and monetary reform: Evidence from the Cochabamba Region of Bolivia, *Revista de Analisis Economico*, Vol. 7, p. 125-138.
- MILES, M-A.(1978), Currency substitution, flexible exchange rates and monetary independence, *The American Economic Review*, Vol. 68, n° 3, p. 428-436.
- Ministère du plan-Agence Nationale pour la Promotion des Investissements-ANAPI-(2022). Situation économique et sociale de la RDC. <https://www.investindrc.cd/fr>.
- Mpia Izampwe, J.-R.(2022), Recherches sur les causes de la régression économique du Congo, 1960-2020. <https://www.ruor.uottawa.ca>
- ORTIZ, G.(1983), Currency substitution in Mexico : The Dollarization Problem, *Journal of Money, Credit and Banking* 15(2), p. 174-185, Cité par KARAKI Mohamed [1998].
- PONSOT, J.-F. (2002), Dimension macroéconomique et sociopolitique de la dollarisation. <http://www.u-bourgogne.fr/CEMF/php/ponsot1.doc>.
- Vahavi Mulume, B. (2007), Instabilité socio-politique et substitution des monnaie :essai sur la dollarisation en République Démocratique du Congo. <http://www.theses.fr>.
- World Bank (2015), RDC :Rapport de suivi de la situation économique et financière. <https://www.worldbank.org>.